

Sur les traces d'un pull emblématique de Zara



Public Eye

Pétrole et guerre civile : les millions de Tráfico au Soudan du Sud p. 18

Pétrole et corruption : Gunvor devra verser 94 millions de francs p. 24

Mozambique : du nouveau dans l'affaire des millions prêtés par Credit Suisse p. 26



Timo Kollbrunner

Grâce à vous !

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres et donateurs.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye ou, pour en savoir plus sur notre travail, à commander gratuitement un abonnement à l'essai sur www.publiceye.ch/membres

Cotisation-abonnement
75 fr. par an/Membre-soutien 240 fr.

Public Eye

Des vertus de l'entêtement

Il y a six mois, nous avons contacté pour la première fois le service clientèle de Zara avec des questions a priori assez simples. Suite à l'achat d'un pull-over de la marque, nous avons voulu savoir où et dans quelles conditions cet article emblématique de la mode éphémère avait été produit. Une démarche qui s'est révélée particulièrement fastidieuse. Après plusieurs mois d'acharnement, nous avons enfin pu nous rendre à Izmir, en Turquie, sur les traces de « notre » pull.

Vous pourrez lire le récit de nos pérégrinations dans cette édition, et découvrir pourquoi la maison-mère de Zara, Inditex, préfère que ses activités restent dans l'ombre. Le géant de la mode ibérique se présente volontiers comme une entreprise durable et responsable. Pourtant, selon les informations obtenues sur place et le résultat de nos estimations détaillées de la structure du prix d'un tel pull-over, Inditex est loin d'être un modèle de vertu. Les milliards de bénéfices engrangés par la multinationale ne seraient pas possibles sans pression sur les prix – et sans conséquences sur les personnes directement impliquées dans la fabrication.

Pas étonnant que la société ne souhaite pas s'exprimer sur le résultat de nos estimations. Au lieu de prendre des mesures pour résoudre les problèmes structurels qui entachent leur chaîne de production, les géants de l'industrie textile préfèrent maintenir leur modèle d'affaires dans l'opacité. Aucune des huit enseignes contactées n'a donné une date concrète à laquelle l'ensemble des travailleurs et de travailleuses de leur chaîne d'approvisionnement toucheraient un salaire vital. Et ce sont justement ces réponses, aussi bien formulées qu'évasives, qui nous incitent à poursuivre notre travail de recherche avec entêtement.

Et cette persévérance porte ses fruits, comme dans l'affaire « Gunvor au Congo », qui avait fait il y a deux ans l'objet d'une enquête approfondie et d'une édition spéciale de notre magazine. Le négociant de pétrole genevois vient d'être condamné à verser 94 millions de francs d'amendes et de compensations par le Ministère public de la Confédération. La société a accepté la sentence – et promis que de telles pratiques corruptives appartiennent désormais au passé... Que ce soit en lien avec des contrats pétroliers conclus avec des régimes notoirement corrompus ou avec les salaires de misère versés par les géants de la mode éphémère, Public Eye ne se contentera jamais de paroles vides et de vaines promesses.



Pour plus de transparence dans l'industrie de la mode

« L'exploitation, pas mon style ! » : c'est le slogan de la campagne que Public Eye mène depuis la mi-septembre pour demander plus de transparence sur le montant des salaires versés dans l'industrie de la mode. Face au silence des grandes enseignes, nous avons analysé en détail le prix d'un article emblématique du géant espagnol Zara.



Un reportage

Pour en savoir plus sur les conditions de production d'un pull de Zara, il faut savoir s'armer de patience – et faire preuve de persévérance. Notre entêtement a porté ses fruits.

► p. 4

Un calcul complexe

Pour connaître tous les détails du prix de ce pull à capuche emblématique de la mode éphémère, nous avons effectué nos propres calculs.

► p. 11

Une action collective

Pour faire pression sur les enseignes de la mode, nous leur avons envoyé les questions de milliers de clientes et clients insatisfait-e-s.

► p. 16

À lire également dans ce numéro :

Trafigura au Soudan

Le négociant de matières premières genevois Trafigura a conclu des accords de pré-financement à hauteur de plusieurs millions de dollars avec le Soudan du Sud, un pays en proie à la guerre civile – en passant par un apporteur d'affaires sulfureux.

► p. 18

Gunvor au Congo

Deux ans après nos révélations sur les aventures de « Gunvor au Congo », le négociant de pétrole genevois est condamné à verser 94 millions de francs pour « défaut d'organisation » en lien avec des faits de corruption.

► p. 24

Credit Suisse au Mozambique

Dans l'affaire de crédits douteux octroyés par Credit Suisse, de nouveaux documents montrent que la responsabilité du siège zurichois de la banque serait engagée. Le Ministère public de la Confédération va-t-il enfin se décider à agir ?

► p. 26

Le « respect » selon Zara



Le géant de la mode Inditex, propriétaire de la marque Zara, se présente volontiers comme une entreprise transparente, qui accorde la plus grande importance aux intérêts des personnes qui fabriquent ses vêtements. Mais qu'en est-il réellement ? À force d'entêtement, nous sommes parvenus à remonter la chaîne de production d'un pull-over de la collection « Join Life » de Zara, censée être un modèle de durabilité, jusque dans les usines en Turquie. Notre constat : la pression sur les prix auprès des fournisseurs est telle que ce sont finalement les ouvriers et les ouvrières qui paient le prix fort pour permettre à Inditex d'engranger de juteux bénéfices.

Le chiffre est impressionnant : rien qu'en 2018, Inditex aurait vendu un milliard cinq cent nonante-sept millions deux cent soixante mille quatre cent nonante-cinq vêtements, selon ses propres indications. La marque Zara, fleuron du groupe, est une machine bien huilée : les magasins sont approvisionnés deux fois par semaine, et les collections sont remplacées chaque mois afin de coller aux dernières tendances. L'an dernier, Zara a généré 70 % des ventes totales d'Inditex, qui s'élevaient alors à 26 milliards d'euros. Le bénéfice net du groupe espagnol ? Près de 3,5 milliards d'euros, loin devant les autres géants de la « mode éphémère ». De quoi faire la fierté de son fondateur et principal actionnaire Amancio Ortega, sixième homme le plus riche de la planète, avec une fortune s'élevant à plus de 69 milliards de francs, selon le magazine économique *Forbes*.

En choisissant un vêtement emblématique de la marque Zara, nous voulons trouver le plus d'informations possibles sur les lieux et les conditions de production.

Comment Inditex parvient-il à générer de tels bénéfices en vendant des articles relativement bon marché ? Combien touchent les personnes qui fabriquent ses vêtements ? Décidés à répondre à ces questions, nous commençons par nous plonger dans le dernier rapport d'activité du groupe. « Qualité, traçabilité et durabilité sont les maîtres-mots de notre modèle », affirme Pablo Isla, président du conseil d'administration, à la sixième des 434 pages de cet imposant document. « Nous sommes convaincus que notre modèle ne peut fonctionner qu'à condition qu'il soit durable », ajoute-t-il. C'est pourquoi Inditex mettrait les travailleurs et travailleuses de sa chaîne d'approvisionnement « au centre, afin de promouvoir des initiatives visant des progrès sociaux ». Le chapitre intitulé « *Workers at the Centre* » (les travailleurs au centre) s'étale d'ailleurs sur 32 pages. Et les termes « transparent » et « transparence » n'apparaissent pas moins de 71 fois dans ce pompeux rapport d'activité.

« Respect » – quelle définition ?

Nous décidons de mettre ces belles paroles à l'épreuve des faits, en choisissant un vêtement emblématique de la marque Zara. Nous voulons trouver le plus d'informations possibles sur les lieux et les conditions de production. Notre choix se porte sur un pull-over noir à capuche pour femme, qui arbore un slogan prometteur : R-E-S-P-E-C-T, titre de la célèbre chanson interprétée en 1967 par l'icône de la soul Aretha Franklin, imprimé en lettres majuscules

et accompagné d'une phrase du refrain : « Find out what it means to me ». C'est exactement le sens de notre démarche : découvrir ce que le respect « façon Zara » signifie pour les ouvriers et ouvrières sur sa chaîne d'approvisionnement. Leurs droits sont-ils bien respectés ?

Ce pull-over à capuche fait partie de la collection « Join Life » de Zara, la ligne modèle d'Inditex en matière de durabilité. Selon l'entreprise, ces vêtements sont fabriqués « avec les matériaux les plus durables et/ou à l'aide de technologies particulièrement efficaces », et dans des usines ayant obtenu les meilleures notes (A ou B) dans le cadre d'audits portant sur les normes sociales ou environnementales – soit en parfaite adéquation avec le code de conduite des fournisseurs d'Inditex ou ne présentant, au pire, que certains manquements relatifs à des « aspects mineurs ».

« Harceler » le service clientèle

Début mai, nous commandons notre sweat-shirt à la boutique en ligne de Zara en Suisse, pour 45,90 francs. L'étiquette indique : « Fabriqué en Turquie, 84 % coton, 16 % polyester ». Le pays de production ne nous surprend guère. La recette du succès de Zara tient en grande partie à sa capacité à réagir aux tendances plus vite que ses concurrents. La marque réussit en effet à faire concevoir, fabriquer et livrer un article en trois à quatre semaines, du design jusqu'à la mise en rayon. Cette performance n'est possible qu'à condition que le vêtement soit fabriqué sur un site relativement proche de la centrale de distribution de Zara, située dans la ville espagnole de Saragosse, et des principaux marchés européens. Selon Inditex, plus de la moitié des 7235 fournisseurs du groupe se trouvent en Espagne, au Portugal, au Maroc ou en Turquie. Rien que dans ce dernier pays, plus de 250 000 personnes sont employées par des usines qui fabriquent des vêtements pour Inditex.

Dans son rapport d'activité, Inditex affirme toujours donner – sur demande – des informations concernant « l'origine de ses articles et les conditions de travail des personnes impliquées dans leur production ».

Dans son rapport d'activité, Inditex affirme toujours donner – sur demande – des informations concernant « l'origine de ses articles et les conditions de travail des personnes impliquées dans leur production ». Le 18 mai, nous écrivons donc au service clientèle pour lui poser quelques questions : dans quelle usine notre sweat-shirt a-t-il été fabriqué ? Quelles sont les conditions de travail sur place ? D'où provient le coton utilisé, et qu'entend-on exactement par « issu de l'agriculture biologique » ? Nos questions ont été transmises aux personnes

compétentes, nous répond-on le jour même. Dix jours plus tard, nous insistons poliment. Notre demande est « en cours de traitement et de vérification par le département concerné », nous dit-on. « Des nouvelles ? » demandons-nous neuf jours plus tard. Aucune réponse. Six semaines après notre première requête, le service clientèle nous explique attendre encore des réponses. Puis deux semaines plus tard : « Nous allons examiner votre demande avec le département concerné. »

Premières infos dix semaines plus tard...

Ce va-et-vient infructueux aurait pu s'éterniser si le bureau d'analyse français Le Basic n'avait pas aussi contacté le service clientèle de Zara fin juillet. Avec nos partenaires de la Campagne Clean Clothes internationale, le collectif français Éthique sur l'étiquette et la fondation néerlandaise *Schone Kleren Campagne*, nous avons en effet demandé à Le Basic d'élaborer un modèle de calcul de la structure du prix de notre pull-over (*lire page 11*). Zara reçoit donc de Paris des questions similaires à celles de Zurich, concernant le même produit. Le 30 juillet, à

Selon Inditex, le prix auquel Zara a acheté le sweat-shirt serait suffisant pour « couvrir toutes les étapes de la production, des matières premières à la finition ».

quelques minutes près mais dans une langue différente, Le Basic reçoit la même réponse que nous. Le contenu est maigre : le coton proviendrait d'une exploitation 100 % biologique, la fibre viendrait de Turquie et serait certifiée Global Organic Textile Standard (GOTS). Pas un mot cependant sur l'usine et les conditions de travail.

L'heure est venue de poser nos questions au « Chief Sustainability Officer », le responsable de la durabilité d'Inditex. Le coton a-t-il été cultivé en Turquie ? Dans quelle usine a-t-il été filé ; où la fibre a-t-elle été tissée ; et où le pull-over a-t-il été cousu ? Combien le personnel des usines est-il rémunéré ? À quel prix Zara a-t-elle acheté l'article à l'usine ?

Contre toute attente

Mi-août, après une énième relance de notre part, le responsable de la durabilité d'Inditex nous donne enfin signe de vie. Il se dit « so sorry » de ne pas avoir répondu plus tôt ; il va immédiatement clarifier en interne ce qui s'est mal passé, car il est « tout à fait inhabituel » que de telles questions restent sans réponse. Il promet de nous transmettre les informations demandées aussi vite que possible. « Cause toujours », pensons-nous.

Mais une semaine plus tard : bingo ! Le chef de la durabilité nous transmet par e-mail le nom de l'entreprise qui a égrené le coton (en Inde) et de celle qui a traité la fibre (en Turquie). Il nous indique également le nom des trois usines où la fibre a été tissée, où les parties du sweat-shirt ont été découpées et cousues, et enfin, où le mot « Respect » a été imprimé – sans toutefois préciser la localité de ces usines en Turquie.

Contrairement à ses concurrents H&M, C&A ou encore Nike, Inditex refuse encore fermement de publier la liste de ses fournisseurs. Cet e-mail représente donc une belle offensive de transparence, même si le responsable de la durabilité reste très vague sur les questions qui fâchent, comme le niveau des salaires versés sur la chaîne d'approvisionnement. Toutes les entreprises impliquées dans la production sont régulièrement contrôlées par Inditex, affirme-t-il, et aucune d'entre elles n'aurait quoi que ce soit à se reprocher en matière de salaires. Le flou est encore plus marqué concernant le prix auquel Zara a acheté le sweat-shirt : il serait suffisant pour « couvrir toutes les étapes de la production, des matières premières à la finition ». Mais dans quelles conditions ? Pour le découvrir, nous décidons de nous rendre sur place. Où exactement ? Lorsqu'on lui demande l'adresse des usines, le chef de la durabilité ne répond plus. Nos recherches complémentaires indiquent que les usines impliquées dans la production de notre pull – de la fabrication du tissu jusqu'à l'impression, en passant par la découpe et la couture – se trouvent dans la ville portuaire d'Izmir, à l'ouest de la Turquie. En route !

Un puissant intermédiaire

Nous passons trois jours dans la troisième plus grande ville de Turquie, où nous constatons que notre pull à capuche a bien été fabriqué dans les trois usines indiquées par Inditex. Mais une autre entreprise, qu'Inditex n'a pas cru bon de mentionner, joue un rôle central : Spot Tekstil, installée dans la zone industrielle Atatürk, au nord-ouest du centre-ville, dans un bâtiment blanc aux fenêtres opaques et entouré d'un grillage noir. Son propriétaire est un homme puissant. Il est notamment président de l'association d'exportateurs Aegean Textile and Raw Materials Exporters Association. Sur internet, l'entreprise se présente comme active dans la production de vêtements. Dans ce cas-là pourtant, elle n'a pas fabriqué elle-même les articles, mais a joué le rôle d'intermédiaire pour Inditex, se chargeant de placer les commandes auprès des usines. Les affaires semblent bonnes pour l'entreprise, qui a créé en 2011 une filiale à Barcelone : en 2017, Spot Tekstil affichait un chiffre d'affaires de 66 millions de francs. « Spot Tekstil ne participe pas à la production, mais gagne un à deux euros sur chaque pièce », déplore un membre de la direction de l'une des usines dans lesquelles notre sweat-shirt est fabriqué. Un ou deux euros



dont les travailleurs et travailleuses qui confectionnent les vêtements pourraient certainement faire bon usage.

Une « politique de prix agressive »

Notre enquête sur le terrain montre que la pression sur les prix exercée par Zara, notamment via son partenaire Spot Tekstil, a des conséquences néfastes pour les personnes que le géant de la mode affirme pourtant placer au centre de ses préoccupations : les travailleurs et travailleuses dans les usines. En raison déjà des vo-

Notre enquête sur le terrain montre que la pression sur les prix exercée par Zara a des conséquences néfastes pour les travailleurs et travailleuses dans les usines.

lumes que de grands groupes comme Inditex peuvent commander, ceux-ci ont le pouvoir de faire baisser les prix. Nous le constatons à la prochaine étape de notre périple, dans les locaux de l'entreprise qui, selon les informations fournies par Inditex, a tissé la fibre de notre sweat-shirt. Son siège n'est situé qu'à quelques minutes de celui de Spot Tekstil, et il lui ressemble comme deux gouttes d'eau : façade en verre, murs blanchis et

fenêtres opaques, le tout protégé par un haut grillage noir. Alors que nous nous présentons avec notre pull dans les mains, deux collaborateurs du département marketing nous invitent aimablement dans une salle de conférence. Ils nous expliquent qu'Inditex et H&M sont leurs deux plus gros clients. Les commandes des deux géants représentent en général une à deux cents tonnes de tissu. De tels volumes sont évidemment intéressants pour l'usine, nous explique l'un des deux managers : « On doit faire en sorte que les machines tournent en permanence. » Mais ces quantités permettent aussi à Inditex de pratiquer une politique de prix « agressive ».

Les grands groupes comme Inditex demandent toujours plusieurs offres dans lesquelles les coûts de chaque élément sont détaillés, du prix d'achat du tissu aux coûts des fermetures éclair, des boutons, ou encore de la teinture. Ils décident ensuite de la marge bénéficiaire qu'ils sont prêts à payer pour les différentes étapes de la production. Ce que nous lisons entre les lignes : ce ne sont pas les fournisseurs qui fixent les prix, mais les acheteurs. Nos interlocuteurs soulignent qu'ils n'ont pas à se plaindre : « En fin de compte, tout le monde doit s'y retrouver. Et, en général, tout le monde est satisfait. » Même les travailleurs et travailleuses qui tissent et teignent les fibres ? La concurrence est rude ici, nous dit l'un des managers : « Si le salaire ne leur convient pas, ils peuvent trouver un poste ailleurs dès demain. » Nous ne pouvons pas parler avec des

ouvriers et ouvrières de l'usine. Un syndicaliste haut placé d'Izmir nous explique qu'il est difficile d'entrer en contact avec eux.

Peur de perdre les contrats

Avec plus de 600 employé·e·s, une capacité de tissage de 900 tonnes par mois et un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de francs en 2014, ce fabricant de t-shirts est un poids lourd dans la région. Si nécessaire, il pourrait refuser des commandes d'Inditex. « Si ce n'est pas rentable pour nous, nous ne le faisons pas », nous indique, sûr de lui, le plus jeune des deux managers.

La situation est bien différente dans les deux autres usines, où les différentes parties du pull-over à capuche sont découpées et assemblées, et où le slogan est imprimé. On ne trouve rien sur leur chiffre d'affaires dans les registres du commerce, et leur siège n'est pas installé dans des bureaux luxueux. Ce sont de simples usines, équipées de machines à coudre ou d'installations d'impression sur textile. Nous les visitons toutes les deux et discutons avec des personnes qui connaissent bien la situation.

Certaines ne tarissent pas d'éloges sur Inditex et Spot Tekstil, tandis que d'autres se plaignent des prix d'achat bien trop bas que ces entreprises acceptent de verser – en refusant toutefois d'être directement citées. Un sentiment de peur semble dominer. La peur qu'Inditex ou son intermédiaire réagissent aux critiques par des sanctions, ou qu'ils décident tout simplement de mettre un terme à leurs commandes. Un tel scénario serait catastrophique. Dans l'usine d'impression textile, les ouvriers et ouvrières travaillent sur des machines préfinancées par Spot Tekstil, et les vêtements fabriqués pour Inditex représentent plus de la moitié du volume de production. La situation de dépendance semble encore plus forte pour l'usine qui découpe et coud notre sweat-shirt : Inditex est pratiquement son seul client, apprend-on.

Une pression énorme sur les coûts

En raison de ce contexte, il est difficile de raconter ce que nous avons vu de la réalité de ces usines. Nous ne pouvons même pas citer nos interlocuteurs de façon anonymisée, puisque c'est Inditex elle-même qui nous a indiqué le nom de ses fournisseurs. Si on explique les critiques concrètes formulées, le géant espagnol saura immédiatement d'où elles proviennent. C'est pourquoi nous avons choisi de rapporter ce que nous avons vu et entendu dans les usines en termes généraux. La pression massive sur les coûts, notamment : selon nos informations, l'imprimerie n'a même pas touché 10 centimes par pièce. Et l'usine dans laquelle ont été confectionnés plus de 20 000 pulls « Respect » n'a reçu que neuf liras turques par pièce. À la mi-2018,

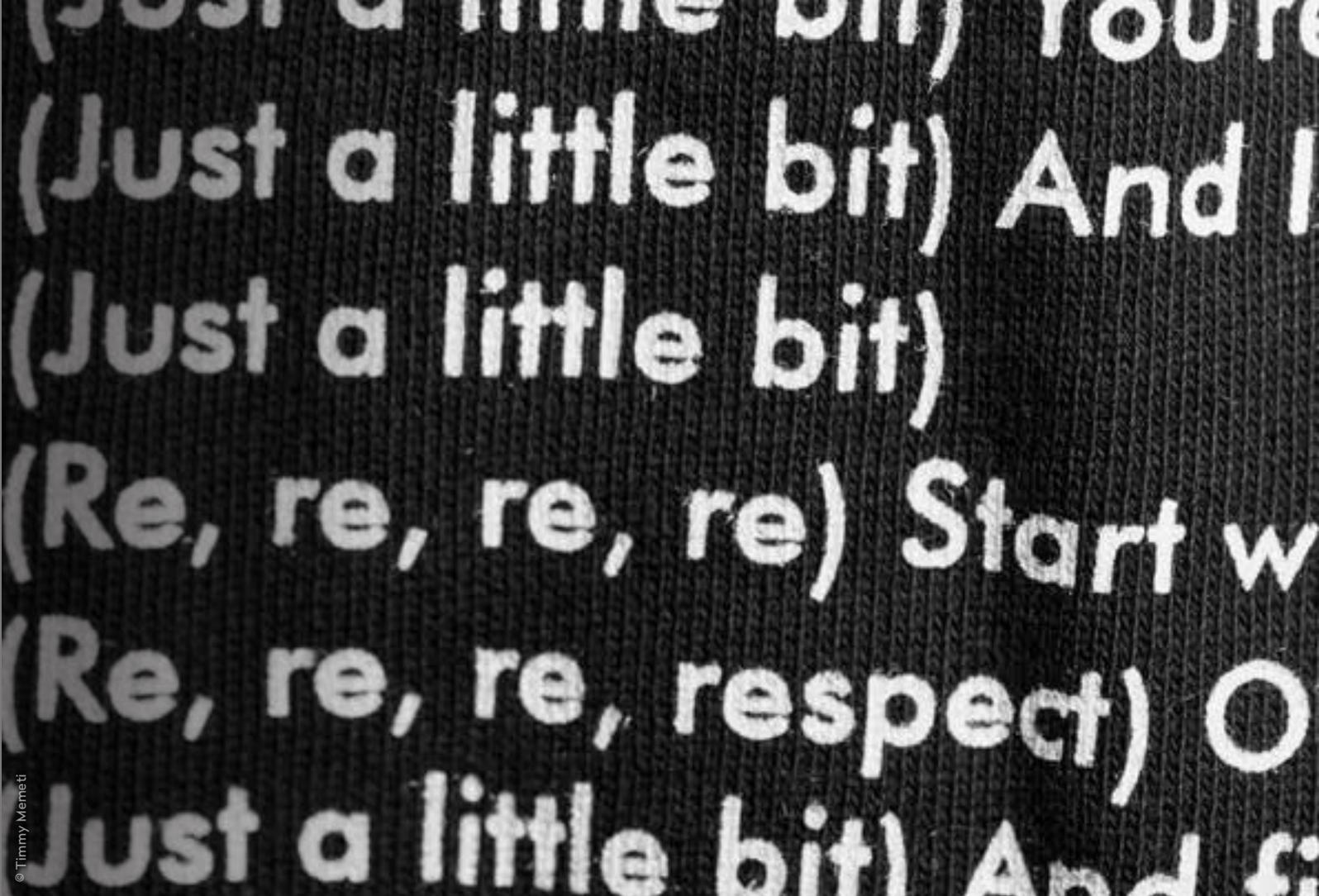
ce montant équivalait à 1,77 franc suisse. Au vu de ces montants, comment Inditex peut-elle affirmer, dans son programme « *Workers at the Centre* », que l'une de ses priorités est d'adopter des « pratiques d'achat responsables » ? Sur son site internet, le groupe explique que les prix d'achat ont « une influence directe sur les salaires des travailleuses et travailleurs chez ses fournisseurs ». C'est pourquoi ses équipes responsables des achats seraient formées à tenir compte des critères de durabilité dans leurs choix, afin de contribuer à garantir que les travailleuses et travailleurs sur la chaîne d'approvisionnement puissent toucher un « salaire vital ».

Nous avons confronté Inditex à ces éléments, en lui demandant explicitement : « Nous avons entendu d'insiders que l'entreprise qui a coupé, cousu, repassé, mis l'étiquette et emballé le pull-over n'a reçu que neuf liras turques. Pouvez-vous nous confirmer ce montant ? » Inditex nous a demandé une prolongation du délai de trois jours donné pour répondre à nos questions, avant de répondre de manière évasive : ils auraient besoin « de plus d'informations concernant cette

Un sentiment de peur semble dominer. La peur qu'Inditex ou son intermédiaire réagissent aux critiques par des sanctions, ou qu'ils décident tout simplement de mettre un terme à leurs commandes.

allégation », car nous n'avons pas indiqué à laquelle des étapes de travail (coupe, couture, repassage, étiquetage/ emballage) nous faisons référence.

Une réponse étonnante à deux égards : premièrement, c'est Inditex elle-même qui nous a donné le nom de l'usine qui a réalisé tous ces processus. La firme ne peut-elle donc même pas imaginer que ce montant très bas concerne toutes ces opérations ? Deuxièmement, le groupe espagnol devrait connaître le détail des paiements effectués aux fabricants ainsi que les coûts salariaux ci-inclus – tout du moins s'il met bien en œuvre les principes relatifs à ses pratiques d'achat énoncés dans la prise de position qu'il nous a transmise. Inditex nous indique suivre le principe d'achat du « ring-fencing » – ce qui signifie que, dans les négociations de prix, un montant garanti et non négociable est fixé pour les coûts salariaux. Apparemment, Inditex ne sait pas ou ne veut pas nous dire combien elle a payé l'usine par pièce, et quelle part concernait les coûts salariaux. À la place, Inditex affirme surveiller la manière dont ses « équipes d'achat mettent en œuvre des pratiques qui ont un impact positif sur les conditions de travail des personnes impliquées sur la chaîne d'approvision-



nement ». Très vagues, ces belles paroles semblent peu compatibles avec la réalité observée à Izmir. Les prix payés aux propriétaires des deux usines ne leur laissent en fait que deux possibilités s'ils veulent que leurs activités restent rentables : payer leur personnel moins qu'ils ne le devraient, ou le faire travailler plus longtemps. Nous avons trouvé des indications de ces deux pratiques.

Salaires de misère et contrats journaliers

Selon nos informations, les ouvriers et les ouvrières gagneraient entre 2000 et 2500 liras turques par mois, 2000 et 2500 liras turques, soit 340 à 420 francs, ce qui correspond à peu près au salaire minimum légal en Turquie. Or celui-ci ne représente qu'un tiers environ du salaire vital – c'est-à-dire un salaire permettant à deux adultes et deux enfants de vivre dans la dignité – estimé à 6130 liras par la Campagne Clean Clothes.

Dans son code de conduite, Inditex indique que ses fournisseurs devraient verser des salaires « toujours suffisants pour couvrir au moins les besoins de base des travailleurs et de leur famille, ainsi que tout autre besoin raisonnable ». Et le programme « *Workers at the Centre* » a pour deuxième priorité : « Obtenir un salaire vital dans l'industrie par le renforcement des capacités et la participation des travailleurs ».

Il est par ailleurs important de noter que tous les ouvriers et ouvrières ne gagnent apparemment pas 2000 à 2500 liras. Dans l'une des usines, des personnes nous expliquent qu'une bonne partie de la main-d'œuvre est employée sur la base de contrats journaliers, sans aucune garantie d'avoir toujours un emploi le lendemain. Le salaire journalier dépend du nombre de pièces atteint, nous explique-t-on.

Inditex répond de manière évasive sur ce point également. « Nous pouvons vous assurer que les travailleurs de ces usines gagnent plus que les montants mentionnés dans votre courriel. » Mais qui exactement ? Tous les ouvriers et ouvrières ? Ou une partie seulement ? Inditex fait-elle référence au salaire brut ou à ce que le personnel touche réellement ? Cela n'est toujours pas clair.

De longues nuits de travail

Le deuxième problème principal : le temps de travail excessif. Selon nos informations, les machines tournent 24 heures sur 24 dans l'une des usines, avec deux équipes seulement : l'une travaillerait de 8 h 30 à 19 h, avec une pause à midi et dans l'après-midi ; l'autre de 19 h à 8 h 30, avec une pause à minuit et au petit matin. Douze heures de travail de nuit ? Cette pratique serait non seulement contraire au code de conduite d'Inditex (« Les heures de travail ne sont pas excessives », « Des heures supplémentaires ne peuvent pas

être régulièrement exigées », mais aussi illégale selon le droit du travail turc, qui prévoit explicitement que le travail de nuit ne doit pas durer plus de 7,5 heures.

Inditex nous écrit qu'un fonctionnement 24 heures sur 24 en deux horaires seulement n'est « pas acceptable » selon son code de conduite. Le géant espagnol affirme : « Si nous devons trouver des preuves du modèle de travail que vous décrivez, nous adopterions sans tarder un *Corrective Action Plan* », qui est mis en œuvre lorsque des violations du code de conduite sont constatées. Selon son rapport d'activité, Inditex a mis en place de tels plans pour 191 usines. Celles produisant notre pull sont-elles concernées ? Et, si oui, en raison de quelles violations du code de conduite ? Inditex n'a pas répondu à ces questions, se contentant de confirmer qu'elle a bien réalisé des audits dans les usines concernées.

L'appel d'Aretha

En interprétant en 1967 la chanson initialement composée par Otis Redding, Aretha Franklin n'a pas seulement imposé « Respect » comme un hymne du mouvement des droits des femmes. Avec sa sœur, elle a modifié les

paroles afin que cette chanson ne raconte plus l'histoire d'un homme exigeant de sa femme le respect (et la docilité), mais celle d'une femme demandant le respect avec confiance et aplomb. Dans leur refrain, les deux sœurs Franklin ont introduit un acronyme, qui est également repris au dos du pull-over de Zara, où les paroles de la chanson sont imprimées. Il s'agit du fameux « TCB », alors utilisé aux États-Unis par les communautés afro-américaines pour signifier « *Taking Care of Business* », faire ce qui doit être fait, plutôt que fermer les yeux.

Si l'on considère que les conditions de travail dans les usines turques ne sont certainement pas plus mauvaises que chez les autres fournisseurs de Zara au Bangladesh, en Inde ou au Cambodge, le chemin semble encore long pour qu'Inditex prenne vraiment à cœur l'appel au respect d'Aretha Franklin imprimé sur ses sweat-shirts. Pour cela, le géant espagnol doit s'intéresser avec sérieux à ce que fabriquer des vêtements pour Zara signifie pour les personnes employées sur sa chaîne d'approvisionnement. Il doit respecter leur travail et leurs droits, en payant à ses fournisseurs des prix suffisants pour garantir le versement d'un salaire vital. ■



Le véritable coût d'un pull-over à capuche

À quel point Zara respecte-t-elle les personnes qui fabriquent ses pull-overs « Respect » ? Comme la maison-mère de la marque, Inditex, ne publie rien sur le niveau des salaires versés ni sur le prix d'achat de ses articles, nous avons réalisé notre propre estimation détaillée de la répartition des coûts d'un pull à capuche, sur la base de plusieurs dizaines de sources. En résumé, le géant de la mode gagne clairement plus que l'ensemble des travailleuses et travailleurs impliqués dans la confection d'un tel article.

DAVID HACHFELD

La confection d'un vêtement demande beaucoup de travail. Mais comment celui-ci est-il rétribué ? Quel pourcentage du prix de vente d'un habit revient aux travailleuses et travailleurs ? Et combien l'entreprise empoche-t-elle ? Pour le savoir, nous avons insisté auprès de Zara afin d'obtenir des informations sur son pull-over à capuche « Respect » et avons enquêté à Izmir, où cet article a été produit. Nous avons également épluché des dizaines de rapports financiers, des données commerciales et d'autres sources, et avons interrogé des spécialistes. Sur la base de ces éléments, nous avons réalisé une estimation détaillée de la répartition des coûts à toutes les étapes de la chaîne de production et d'approvisionnement. Ce travail a été effectué en collaboration avec deux de nos partenaires de la Campagne Clean Clothes (CCC), la fondation néerlandaise Schone Kleren Campagne et le collectif français Éthique sur l'étiquette, ainsi qu'avec le bureau d'analyse parisien Le Basic, dont l'équipe s'est chargée des estimations.

Un pull, une multitude de prix

Inditex, la maison-mère de Zara, est réputée pour sa chaîne d'approvisionnement centralisée, unique en son genre : les articles sont dessinés et commandés depuis la centrale espagnole de La Corogne, puis produits dans différents pays et acheminés vers l'Espagne, par voie routière ou aérienne, avant d'être distribués vers les filiales et les centres d'expédition pour le commerce en ligne. Le prix de vente d'un article varie considérablement d'un pays à l'autre : en Espagne, « notre » pull-over était vendu à 25,95 euros (soit environ 30,02 francs suisses), en France et en Allemagne à 29,95 euros (34,65 francs), et bien plus cher en Suisse, à 45,90 francs. À partir du mois de juin, Zara a baissé le prix de moitié environ, et les derniers exemplaires restants étaient vendus à 12,95 francs dans son magasin de Zurich.

Ces variations de prix ne sont pas uniquement dues aux différences des coûts de vente au détail ou en ligne et des taux de TVA entre les pays. Les prix ont plutôt tendance à s'orienter sur le pouvoir d'achat des consommateurs et des consommatrices. Si Zara est perçue en Espagne comme une marque grand public et bon marché, en Suisse, elle est positionnée comme plus tendance dans un segment de prix moyen. À noter que dans

notre calcul, nous avons tenu compte de ces variations de prix, des rabais de fin de série et déduit la TVA. Nous avons aussi tenu compte de l'importance de différents marchés respectifs pour la marque. Autrement dit, Zara génère un chiffre d'affaires plus important en Espagne et dans les autres pays de l'EU que sur un petit marché à prix élevé comme la Suisse. Ainsi, selon nos estimations, le prix de vente moyen de cet article s'élève à 25,70 francs (hors TVA). Mais combien la marque a-t-elle payé pour chaque article ?

Combien Zara a-t-elle versé à ses fournisseurs ?

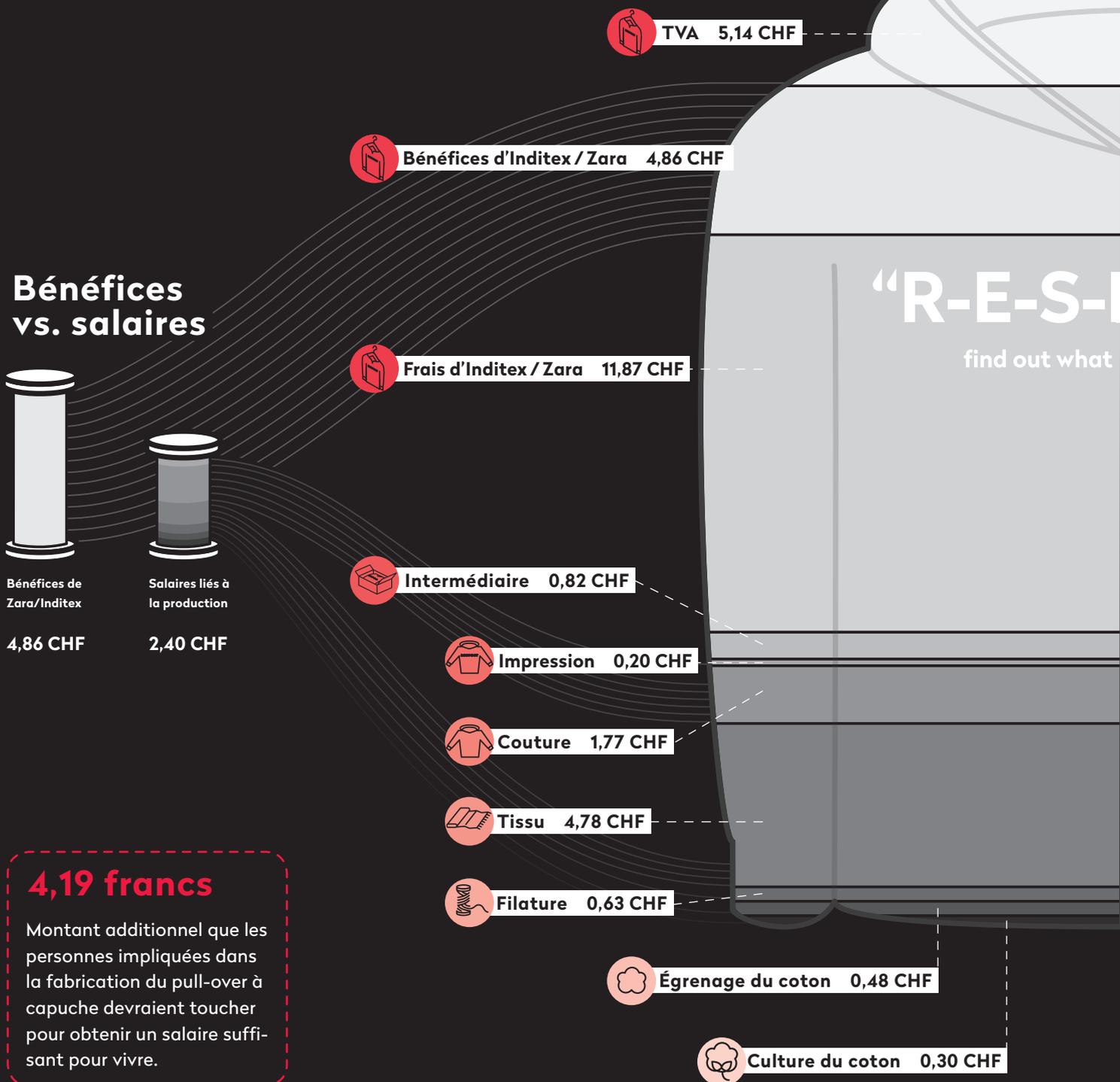
Zara n'a pas voulu répondre à cette question, alors nous avons fait nos propres calculs. Nous avons appris que les quelque 20 000 exemplaires du pull à capuche ont été cousus et imprimés en Turquie fin 2018. Selon nos recherches, Zara n'a toutefois pas attribué elle-même les commandes pour la production, mais a mandaté une autre entreprise qui a joué le rôle d'intermédiaire et s'est chargée de confier les diverses étapes de fabrication à des usines locales. Nous estimons qu'Inditex a versé à cet intermédiaire 8,98 francs par article. Pour réaliser ce calcul, nous avons demandé des offres similaires à d'autres entreprises turques, avons interrogé des spécialistes et avons comparé les données avec nos propres estimations de coûts de matériel et de fabrication.

Notre estimation des coûts de confection est d'environ 25 % inférieure au montant des offres que nous avons reçues pour une société fictive, ce qui paraît réaliste compte tenu du fort pouvoir d'achat d'Inditex, qui est l'un des plus gros acheteurs de vêtements fabriqués en Turquie. Nous avons étudié les cinq derniers rapports financiers de l'intermédiaire mandaté

¹ Taux de change appliqués : CHF-EUR : 0,86. USD-EUR : 0,85. EUR-INR : 80,74 (cours moyen de l'année 2018). Pour les coûts de production et l'estimation du salaire vital en liras turques : CHF-TYR : 5,19, EUR-TYR : 5,87 (cours moyen du mois de décembre 2018). Pour les données salariales en liras turques : CHF-TRY : 5,58, EUR-TRY : 6,46 (cours moyen du mois de septembre 2019).

La composition du prix d'un pull-over de Zara sous la loupe

Zara respecte-t-elle vraiment les personnes qui fabriquent son pull à capuche ? Face au refus d'Inditex, le propriétaire de la marque, de divulguer ses prix d'achat et le montant des salaires versés sur sa chaîne d'approvisionnement, nous avons réalisé notre propre estimation détaillée de la composition du prix d'un article – du champ de coton au magasin, en passant par la production du tissu et la confection du vêtement.



Prix de vente moyen

Chez Zara, les prix varient fortement d'un pays à l'autre. Pour obtenir une répartition des coûts aussi réaliste que possible, nous avons calculé le prix de vente moyen d'un pull en tenant compte des promotions et rabais. En Suisse, le prix de vente (45,90 fr.) était nettement plus élevé.

Prix de vente moyen
30,84 CHF

P-E-C-T

it means to me



Vente en gros et au détail (Inditex/Zara)

📍 Espagne et autres marchés

Conception, achats, logistique, promotion, vente

	CHF
Prix d'achat d'un pull à capuche prêt à la vente	8,98
Frais de transport	0,48
Frais de personnel d'Inditex/Zara	4,54
Administration, marketing, distribution, loyers et autres coûts	6,86
Bénéfices d'Inditex/Zara	4,86
Prix de vente moyen hors TVA	<u>25,70</u>
TVA (en moyenne 20%)	5,14
Prix de vente moyen	30,84



Couture

📍 Izmir, Turquie

Découpe du tissu et couture, confection finale, pose des étiquettes et emballage

	CHF
Tissu	6,19
Salaires	1,27
Accessoires (étiquettes, emballage, etc.)	0,16
Autres frais et bénéfices	0,34
Pull-over cousu (sans imprimé)	<u>7,96</u>



Filature

📍 Kayseri, Turquie

Filage des fibres de coton

	CHF
Fibres de coton	0,78
Salaires	0,07
Machines, énergie, autres frais d'exploitation	0,49
Bénéfices	0,07
Fils de coton	<u>1,41</u>



Culture du coton

📍 Inde, lieu précis inconnu

Culture et récolte de coton biologique

	CHF
Salaires du personnel agricole	0,17
Revenu des cultivateurs et cultivatrices	0,07
Semences et autres frais liés à la culture du coton	0,06
Coton brut	<u>0,30</u>



Intermédiaire

📍 Izmir, Turquie

Appels d'offre, traitement des commandes et attribution de contrats de sous-traitance aux fournisseurs

	CHF
Pull-over imprimé	8,16
Frais de personnel et autres	0,57
Bénéfices	0,24
Prix d'achat (Inditex / Zara)	<u>8,98</u>



Impression

📍 Izmir, Turquie

Apposition d'un imprimé blanc

	CHF
Pull-over (sans imprimé)	7,96
Salaires	0,10
Machines, frais d'exploitation et autres frais, bénéfices	0,10
Pull-over imprimé	<u>8,16</u>



Tissu

📍 Izmir, Turquie

Transformation de fils de coton et de polyester en fibres mélangées, teinture et traitement de l'intérieur

	CHF
Fils de coton	1,41
Fils de polyester	0,11
Salaires	0,72
Machines, énergie, autres frais	3,70
Bénéfices	0,25
Tissu	<u>6,19</u>



Égrenage du coton

📍 Maharashtra, Inde

Séparation des graines et des fibres, préparation des fibres de coton

	CHF
Coton brut	0,30
Salaires	<0,01
Machines, énergie, frais de transport et autres	0,47
Bénéfices	<0,01
Fibres de coton	<u>0,78</u>

Source

Estimations réalisées sur la base d'une douzaine de sources différentes et d'informations internes à l'industrie. Plus de détails à ce sujet en page 11. Comme les chiffres sont arrondis, de légères différences peuvent apparaître dans le total des différentes étapes.

par Zara et estimons que, sur les 8,98 francs, elle a dégagé une marge bénéficiaire de 24 centimes et retenu 57 centimes pour couvrir ses coûts et rembourser ses emprunts. Il s'agit d'une estimation prudente puisque, lors de notre enquête sur le terrain, une marge de 1 à 2 euros par article a été évoquée.

Bien loin du salaire vital

Inditex nous a affirmé que ses prix d'achat étaient suffisants. Mais combien les sous-traitants perçoivent-ils vraiment ? Selon nos informations, l'usine de couture a seulement reçu 9 liras turques (soit 1,77 franc) pour la découpe, la couture, l'emballage et la pose des étiquettes. La confection est divisée en de multiples étapes. Dans l'ensemble, un seul article demande environ 30 minutes de travail – une estimation confirmée par divers spécialistes. Selon les informations que nous avons pu obtenir, les couturières et couturiers gagnent environ 2000 à 2500 liras turques par mois (soit 337 à 421 francs suisses), ce qui correspond au salaire minimum légal ou à peine plus. Pour un salaire net de 421 francs par mois, la fabrique doit compter au moins 2,66 francs de salaire horaire brut, soit 1,33 franc pour 30 minutes. À titre de comparaison : pour que les travailleuses et travailleurs puissent percevoir un salaire vital conforme aux estimations de la Campagne Clean Clothes, le salaire horaire brut devrait s'élever à 6,74 francs, soit 3,37 francs pour 30 minutes. Si l'usine ne perçoit que 1,77 franc et doit encore financer, en plus de son loyer, les coûts d'entretien du bâtiment et des machines, les dépenses énergétiques et les salaires de la direction, alors il est évident que son budget est plus que serré. Nous partons du principe qu'elle doit payer 1,27 franc par article pour les coûts de main-d'œuvre, et qu'il lui reste donc 50 centimes pour financer les coûts d'exploitation de l'usine et essayer de dégager encore un bénéfice. Il est donc évident que la rémunération versée aux couturières et couturiers est bien loin du niveau d'un salaire vital.

Quelques centimes pour l'impression

L'imprimerie reçoit quant à elle une demi-lire par impression, soit environ 10 centimes. Un chiffre qui nous a été confirmé par un spécialiste local lors de notre enquête sur place. Avec une impression de chaque côté, son coût devrait avoisiner les 20 centimes, et on peut estimer que la moitié est réservée aux salaires. Au vu de ce montant, la marge dégagée par cette usine, même en versant à son personnel le minimum légal, est faible. Avec de telles marges, le risque est grand que les coûts de main-d'œuvre soient encore plus mis sous pression : que ce soit en augmentant la cadence de production (quelques secondes par article), en rémunérant partiellement ou pas du tout les heures supplémentaires, ou en ayant recours à des travailleuses et travailleurs journaliers. Selon nos recherches, Zara a également acheté le



tissu par le biais de son intermédiaire pour un montant estimé à 6,19 francs par pull. En raison de son fort pouvoir d'achat, nous pensons qu'Inditex, ou plutôt la société intermédiaire mandatée, a pu obtenir un rabais (estimé à 10 %) nettement supérieur à celui de la petite entreprise fictive à travers laquelle nous avons demandé nos devis.

Du champ de coton au tissu

Dans notre analyse, nous n'avons pas seulement tenu compte des coûts de la main-d'œuvre liés à la fabrication, mais également de ceux liés à la production du tissu. La confection d'un tel article demande environ 1,7 m² de tissu. Selon les spécialistes, il s'agit d'un tissu éponge en fibres mélangées avec un côté rugueux, d'une épaisseur de 260 grammes par mètre carré, composé selon l'étiquette à 84 % de coton issu, d'après Inditex, de l'agriculture biologique. Selon les informations données par le géant espagnol, le coton a été travaillé en Inde. Nous estimons que la cultivatrice ou le cultivateur de coton (en Inde, cette culture est essentiellement faite sur de petites exploitations intensives en main-d'œuvre) a perçu environ 30 centimes pour la quantité nécessaire à la confection d'un pull. Après déduction de 6 centimes pour les semences, l'irrigation et les intrants, il reste 24 centimes pour les agricultrices et agriculteurs et pour les salaires de leur personnel agricole. Il faudrait que ce



© Noura Gauper

montant soit environ trois fois plus élevé pour que ces derniers puissent percevoir un salaire vital.

La transformation du coton en fibres, en fils, puis en tissu est en grande partie réalisée de manière mécanique et sur de très gros volumes. La part des charges salariales est très faible pour cette étape, tout comme les marges bénéficiaires, que nous estimons à 32 centimes par article selon les informations trouvées dans des rapports financiers et des bases de données du secteur. Le revenu des entreprises actives dans ces étapes intermédiaires dépend moins de l'ampleur des marges que des volumes traités.

Les bénéfices de Zara

Faisons le point : le total des revenus et salaires, du champ de coton à l'impression, s'élève ainsi à quelque 2,45 francs. Et nous estimons que l'intermédiaire en Turquie a facturé 8,98 francs par article à Inditex. Il faut encore tenir compte maintenant des coûts de transport et de distribution. En partant du principe que l'acheminement de la Turquie à l'Espagne se fait par porte-conteneurs, puis par camion jusqu'au centre de distribution, les coûts de transport représentent 48 centimes par article.

La marge brute (chiffre d'affaires moins charges pour les achats) d'Inditex s'élevait en 2018 à 17,1 milliards de francs, soit 56,7 % de son chiffre d'affaires. La

marge estimée sur « notre » pull-over à capuche était légèrement supérieure, soit 63 %. Sur cette base, nous avons calculé la part moyenne des coûts et des bénéfices. Pour chaque article, les coûts de ressources humaines (majoritairement dans la vente) s'élèvent ainsi à 4,54 francs et les frais de location des magasins, l'amortissement et les autres coûts d'exploitation à 6,86 francs. Si l'impression des paroles de la fameuse chanson d'Aretha Franklin implique le versement de droits d'auteur à Universal Music, ceux-ci sont également compris dans les autres coûts d'exploitation. Sur la base de ces chiffres, le bénéfice dégagé par Zara par article s'élève à 4,86 francs par article, soit plus de deux fois la somme dévolue aux travailleuses et travailleurs sur l'ensemble de la production. Après déduction des taxes, le bénéfice net s'élève à 3,78 francs.

Le sens du mot « Respect »

Le modèle d'affaires de Zara est centré sur la maximisation des bénéfices, avec pour objectif une marge bénéficiaire de plus de 15 %. Cette volonté de maximisation du profit a un impact sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Mais pourrait-il en être autrement ? Que faudrait-il pour que les travailleuses et travailleurs, du champ de coton aux magasins en passant par les fabriques de textile, puissent toucher un salaire vital ? Pour atteindre le niveau du salaire vital en Turquie et en Inde, il faudrait multiplier les salaires versés par un facteur de 1,9 à 3 (selon les salaires actuels estimés à chaque étape de la production). La différence par article ne serait que de 4,19 francs, soit un peu moins que la marge bénéficiaire perçue par Inditex. Si d'autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement renonçaient aussi à une partie de leurs bénéfices, la marge de manœuvre serait plus grande. En d'autres termes, il serait tout à fait possible pour Inditex de verser un salaire vital, sans pour autant que cela se répercute automatiquement sur le prix de vente final en magasin. Un vœu pieux ? C'est peut-être encore le cas aujourd'hui, mais la situation pourrait évoluer.

Pour nous, un véritable « Respect » dans l'industrie de la mode passe par le versement d'un salaire vital, suffisant pour vivre dans la dignité, à toutes les personnes impliquées dans la fabrication des vêtements. Cela signifie également que les géants du secteur doivent enfin cesser d'abuser de leur position dominante sur le marché pour faire pression sur les prix. La redistribution des rapports de force – et des marges bénéficiaires – sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ne pourra se faire que par des actions collectives, des négociations, voire, en dernier recours, par des grèves. Pour que les prix payés aux producteurs et les salaires versés correspondent enfin au salaire vital, notre soutien et notre solidarité de citoyennes et de citoyens engagés pourrait aider à faire la différence. ■

Briser le mur du silence

Production durable, conditions de travail sûres, salaires équitables : les rapports de développement durable des géants de la mode promettent une consommation sans mauvaise conscience. Mais celles et ceux qui veulent savoir ce que les entreprises entendent par « équitable », ou ce qu'elles font, concrètement, pour garantir le versement d'un salaire vital sur leurs chaînes d'approvisionnement, se retrouvent face à un mur de silence. En suscitant une vague de demandes auprès des services clientèle de huit marques, nous avons tenté d'obtenir des réponses concrètes.

REBEKKA KÖPPEL

Notre évaluation des entreprises 2019 sur le salaire vital dans l'industrie textile a montré que la situation a peu évolué au cours des cinq dernières années, en dépit des belles promesses des géants de la mode. Même si quelques-unes des 45 entreprises interrogées ont fait des progrès, rares sont les ouvriers et ouvrières qui touchent un salaire vital sur leurs chaînes d'approvisionnement. Les mesures volontaires prises par les enseignes de la mode sont inefficaces ou insuffisantes. C'est pourquoi nous demandons des valeurs de référence claires en matière de salaires, une stratégie concrète et définie dans le temps ainsi que, comme premier pas, une transparence accrue. À ce jour, la plupart des entreprises refusent toujours de donner des informations sur les salaires versés chez leurs fournisseurs, et se cachent derrière l'inaction de leurs concurrents.

Nous avons voulu savoir si la pression des consommateurs et consommatrices pouvait ouvrir une brèche dans ce mur du silence. Sous le slogan « L'exploitation, pas mon style ! », nous avons initié un dialogue avec huit enseignes de la mode, en appelant les internautes à leur demander davantage de transparence sur leur réseau de

fournisseurs ainsi que sur les salaires versés au personnel dans les usines. Nous leur avons notamment posé une question concrète : « Quand est-ce que l'ensemble des ouvrières et des ouvriers qui produisent vos vêtements toucheront un salaire vital ? » Nous avons ainsi envoyé plus de 180 000 demandes au service clientèle de Calida, C&A, H&M, Strellson, Tally Weijl, Triumph, Zalando et Zara.

De belles paroles... vides de sens

Quelques heures seulement après les premières demandes, H&M répondait en nous envoyant des paragraphes copiés-collés de textes datant visiblement de 2014. Le géant suédois nous promettait alors que tous ses fournisseurs stratégiques allaient verser un salaire vital à leur personnel avant 2018 (*sic*). Le service clientèle de H&M n'a donc pas remarqué que nous sommes en 2019, et que le groupe n'a pas tenu ses promesses ? Cette gaffe semble avoir embarrassé le département durabilité de l'entreprise. Quelques jours plus tard, il nous a adressé une nouvelle réponse faisant référence à l'initiative multipartite volontaire ACT. Celle-ci ne peut toutefois attester d'aucun résultat à ce jour.

Une recherche participative pour plus de transparence

Ensemble, nous voulons rassembler un maximum d'informations sur les enseignes de la mode. Prenez part à la recherche !

« Le titre est joli, mais le texte ne dit rien », lance d'un air désabusé Lou, 26 ans, spécialiste en sciences de l'environnement. Lou a répondu à notre appel, et nous a rejoints dans les bureaux de Public Eye, à Lausanne, pour tenter d'évaluer le degré de transparence des enseignes de la mode. Tout comme à Berne, à Lucerne ou à Zurich, notre recherche participative a réuni des personnes curieuses et motivées qui souhaitent rassembler, ensemble ou plus tard à la maison, les informations disponibles dans la section « À propos » du site internet des marques, ou encore dans leur rapport d'ac-

tivité ou de durabilité. Les entreprises font-elles référence au salaire vital ? Publient-elles la liste de leurs fournisseurs et les salaires versés ? Lors de la rencontre à Lausanne, nous constatons à quel point il est difficile de passer au crible sa marque préférée. On cherche partout, jusque dans des liens cachés au fin fond des sites internet. Les informations pertinentes sont rares. Mais la frustration initiale de Lou fait bientôt place à l'envie d'aller plus loin dans sa recherche : « Le fait qu'il soit si difficile de trouver des réponses montre bien que les enseignes de la mode ne se comportent pas de manière correcte. »

La base de données, qui rassemble déjà des informations sur plus de 200 entreprises, est disponible à l'adresse publiceye.ch/recherche-participative. Nous nous réjouissons de votre soutien pour compléter les données ou ajouter de nouvelles enseignes. Merci infiniment !

Le géant de la mode en ligne Zalando fait également référence à son adhésion à l'initiative ACT, mais ne dit rien sur ce qu'il entreprend lui-même pour garantir le versement d'un salaire vital sur sa chaîne d'approvisionnement. Triumph nous explique que les salaires versés dans les usines font l'objet de contrôles réguliers, mais ne donne aucune information concrète à ce sujet. La marque suisse de mode masculine Strellson mentionne son adhésion à l'initiative patronale amfori BSCI, qui ne considère toutefois pas le salaire vital comme un engagement obligatoire, mais comme un « objectif souhaitable ». Strellson ne donne aucune information concrète et refuse de poursuivre le dialogue.

C&A estime « ne pas pouvoir faire grand-chose seule ». Vraiment ? L'entreprise fait partie des géants de la mode et devrait, par conséquent, être en mesure de faire appliquer certains standards sur sa chaîne d'approvisionnement – à condition toutefois qu'elle accorde une réelle importance au versement d'un salaire vital dans le cadre de ses pratiques d'achat. Le problème ne serait-il pas plutôt un certain manque de volonté ?

Le groupe Calida se montre quant à lui un peu plus disposé à l'autocritique. Il souligne les différences entre la marque Calida et la maison-mère du même nom, concédant que les autres marques du groupe ont « une marge de progression ». Nous sommes d'accord sur ce point, mais le constat vaut également pour la marque Calida. À la différence du groupe, nous ne pensons pas que la concurrence sur le marché du travail « garantisse des salaires équitables ». Alors que ce type de discours nous a déjà été servi il y a cinq ans, nous n'avons toujours pas de preuves concrètes que les travailleuses et travailleurs du principal site de production de Calida en Hongrie touchent bien un salaire suffisant pour vivre.

Inditex, la maison-mère de Zara, est l'une des dernières entreprises à nous avoir répondu : la transparence serait pour elle un « principe directeur ». Pourtant, contrairement à d'autres géants de la mode, Inditex ne publie toujours pas la liste de ses fournisseurs, sans parler des salaires que ceux-ci versent à leur personnel. Si le groupe affiche les bénéfices nets les plus élevés du secteur, il fait aussi partie des champions des déclarations vides de sens. Tally Weijl, qui nous a enfin répondu après cinq semaines et trois relances de notre part, estime suffisant de s'en tenir au salaire minimum légal en vigueur dans les pays de production.

Emprunter de nouvelles voies

Quel bilan faisons-nous à ce stade de notre action ? La forte participation a montré aux entreprises qu'il sera toujours plus difficile pour elles de rester muettes sur la question des salaires. Mais notre démarche n'a malheureusement pas encore connu de succès concret, comme la publication de nouvelles données salariales ou l'annonce d'un calendrier de mise en œuvre du salaire vital. Quand on leur demande des réponses et des actions concrètes, les enseignes de la mode esquivent ou se cachent derrière des phrases toutes faites.

Pour les pousser à agir, il est essentiel de maintenir la pression et d'emprunter de nouvelles voies : que ce soit en leur montrant, par une recherche participative (*lire encadré*), qu'il existe des entreprises plus transparentes ; ou en continuant à enquêter sur les chaînes d'approvisionnement de certaines marques ainsi que sur la structure de création de valeur d'articles spécifiques. Une chose est sûre : nous n'allons pas nous contenter de paroles en l'air !

Rendez-vous sur publiceye.ch/pas-mon-style pour consulter toutes les réponses des entreprises.



Les avances explosives de Trafigura au Soudan du Sud

Le gouvernement sud-soudanais a emprunté des dizaines de millions à la maison de négoce Trafigura, domiciliée à Genève, hypothéquant de facto son pétrole brut. Dans ce pays miné par la guerre civile et la corruption, une partie de ces préfinancements a échoué sur le compte d'un intermédiaire douteux. Cet ancien militaire israélien, fraîchement reconverti dans l'agriculture, est accusé d'avoir nourri le conflit en vendant des lance-roquettes et des munitions aux deux camps.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ ET ANNE FISHMAN

Ce n'est pas tout à fait une carte postale. Dans la torpeur de cette fin août 2017, un mystérieux courrier parvient au chef de la division pétrolière de Trafigura, José Larocca. Daté du 28 août, il a pour objet « Invitation letter » et provient du bureau du président de la République du Soudan du Sud. Quelques lignes pour faire référence à des discussions engagées avec un dénommé Israel Ziv, et inviter le représentant de la maison de négoce à se rendre sur place afin d'explorer « divers domaines d'investissement et d'intérêt au Soudan du Sud ».

Des rencontres avec le ministre des Finances et de la Planification, le ministre du Pétrole ou celui du Bureau du Président sont également évoquées ainsi que, « si l'agenda le permet », un entretien « de courtoisie » avec Son Excellence le Président de la République, Salva Kiir.

Si le jeune État pétrolier est prêt à sortir le grand jeu, c'est que Trafigura a rapidement su s'imposer en partenaire incontournable.

Si le jeune État pétrolier est prêt à sortir le grand jeu, c'est que Trafigura a rapidement su s'imposer en partenaire incontournable, comme le montrent la correspondance confidentielle consultée par Public Eye, les rapports budgétaires du gouvernement sud-soudanais ainsi que des documents officiels de l'ONU. Quelques mois après l'indépendance prononcée le 9 juillet 2011, la société domiciliée à Genève signait déjà des accords de quasi-exclusivité avec Djouba, la capitale, coiffant son concurrent



Glencore au poteau. Elle lui a aussi régulièrement accordé des prêts de plusieurs dizaines de millions de dollars. Les derniers en date portent sur l'équivalent de 85,2 millions de dollars, pour la période 2017–2018, et de 48,6 millions pour 2018–2019, selon les documents en notre possession.

L'enquête de Public Eye montre comment le remboursement de la dette a plombé le budget de l'État sud-soudanais, alors qu'une partie des recettes a échoué sur le compte d'un intermédiaire douteux.

Un État dépendant des traders

Le Soudan du Sud est, d'après la Banque mondiale, le pays le plus dépendant du pétrole au monde. L'or noir représente la quasi-totalité de ses exportations, et près de 60 % de son Produit intérieur brut (PIB). L'écrasante majorité des biens de consommation doit

être importée. Malgré ses 3,5 milliards de barils de réserves de pétrole estimées (soit un peu plus d'un mois de consommation mondiale), le pays vit au rythme des affrontements interethniques. Depuis 2013, le conflit a fait près de 400 000 victimes, 2,4 millions de réfugié·e·s et 1,9 million de déplacé·e·s internes. La population sud-soudanaise a connu plusieurs famines en 2014 et 2017. Et sept millions de personnes souffrent aujourd'hui encore de la faim – soit 61 % de la population, selon le dernier indice IPC de sécurité alimentaire. Le Soudan du Sud est l'un des pays les plus corrompus au monde (178^e sur 180, d'après Transparency International).

Pour assurer son fonctionnement, le gouvernement de Salva Kiir a ouvertement recours à des accords de préfinancement conclus avec des sociétés de négoce. Ces contrats, appelés « avances pétrolières » dans les



Le Soudan du Sud est le pays le plus dépendant au pétrole au monde. Après l'indépendance de 2011, le jeune État a accusé son voisin le Soudan de bombarder ses infrastructures pétrolières et d'amasser des troupes à proximité de ses frontières.

Un fardeau financier

Les transactions adossées au pétrole sont régulièrement critiquées pour le fardeau qu'elles font reposer sur les économies des pays riches en ressources naturelles. Jugées plus risquées que les ventes directes, ces transactions contribuent à maintenir des niveaux d'endettement élevés – le remboursement de l'emprunt sous forme de cargaisons de pétrole ayant été négocié à des prix très avantageux par les maisons de négoce. Cette mécanique contribue à instaurer un « cercle vicieux » dans lequel une part toujours plus importante des devises reçues en amont des cargaisons est consacrée à rembourser la dette, et non au développement économique du pays.

rapports officiels, permettent au Soudan du Sud d'obtenir des liquidités avant même que le brut ne soit extrait de son sol. Le prêteur s'assure, quant à lui, d'être remboursé sur de futures ventes physiques de brut, garantissant par la même occasion une certaine captivité de son débiteur.

Selon un rapport du ministère du Pétrole et des Mines, le gouvernement de Djouba avait conclu, au 31 mars 2016, pour plus de trois milliards de dollars d'avances pétrolières. À titre de comparaison, le budget gouvernemental ne dépasse pas un milliard de dollars.

Dans les rangs des créanciers, des compagnies d'État chinoises ainsi que Trafigura et Addax Energy, seules sociétés privées, toutes deux domiciliées à Genève. L'avance du premier négociant portait sur 125 millions de dollars ; le montant du prêt accordé par le second n'avait, quant à lui, même pas pu être spécifié par les fonctionnaires locaux. Sollicitée par Public Eye, Addax Energy affirme ne « jamais avoir effectué de prépaiement » au Soudan du Sud, mais obtenu un cargo en février 2016.

Le rapport du ministère du Pétrole et des Mines pointait déjà le caractère insoutenable de la dette, et évoquait, au vu de la chute des cours, des efforts entrepris en vue de renégocier les accords pétroliers passés

avec le voisin soudanais. La pratique des avances pétrolières n'est pourtant pas encore remise en question.

La spirale de la dette

La relation entre Djouba et Trafigura remonte aux origines mêmes de l'État africain. Début 2012, le sort d'une cargaison pétrolière, dont la propriété était revendiquée par les deux voisins soudanais, avait même dû être réglé par une cour londonienne. Elle avait fini par trancher en faveur de Djouba, scellant son union avec la maison genevoise. Depuis, le négociant est devenu bailleur de fonds. Et Trafigura s'est mis à financer le gouvernement de Salva Kiir.

Le premier contrat de préfinancement que nous avons pu tracer date du 7 mars 2013. Dans ce document, modifié quatre fois et signé le 6 janvier 2016, le Soudan du Sud s'engage à rembourser, en barils de brut, plus de 75 millions de dollars, versés en amont à la Banque des règlements internationaux, la banque des banques centrales située à Bâle. Nous reviendrons plus loin sur la destination de cette transaction.

Dans une lettre publiée le 11 novembre 2016 par le média spécialisé *Africa Intelligence*, Trafigura se félicitait de son « partenariat de longue durée » établi avec Djouba.

Un contexte à hauts risques

Le contrat du 6 janvier 2016 a été signé par Salvatore Garang Mabiordit, alors sous-secrétaire du ministère des Finances et de la Planification et, accessoirement, cousin du président Salva Kiir. Il sera nommé ministre en mars 2018 – son prédécesseur Stephen Dhieu Dau étant suspecté de détourner des fonds. Ces allégations ont le don d'inquiéter le département d'État états-unien qui prévient que la corruption contamine « toutes les strates du gouvernement et de la société », en particulier le secteur des hydrocarbures. Son rapport 2019 sur le Soudan du Sud charge : le gouvernement a « publié certaines informations sur le service de sa dette lors des audiences sur le budget de 2018, mais il n'a pas révélé à ce jour le montant du pétrole vendu à terme (la principale source de revenus du pays). Le ministère du Pétrole manque particulièrement de transparence, tout comme le ministère des Finances. Des allégations de corruption visent les deux ministères ». De quoi refroidir les ardeurs commerciales de Trafigura ?

Le gouvernement de la République du Soudan du Sud « n'a obtenu que 14 % des recettes brutes du pétrole », déplorait son rapport annuel pour l'exercice 2016/2017.

Avant de réclamer le « cargo de novembre » aux ministres du Pétrole, Ezekiel Lol Gatkuoth, et des Finances, Stephen Dhieu Dau. En échange : un « prépaiement d'environ dix millions de dollars au ministère des Finances pour faciliter l'attribution de la cargaison et soutenir le ministère dans son activité ». Et de conclure qu'un tel cargo représenterait « un point positif au regard de notre partenariat continu et des prochains projets de prépaiement à la République du Soudan du Sud ». Aucune des parties n'a souhaité commenter le contenu de ce document (non daté et signé par un cadre du financement de négoce de Trafigura), ni contesté son authenticité.

En avril 2017, à la fin de l'exercice fiscal annuel, les remboursements à Trafigura équivalaient à 184 millions de dollars de barils de pétrole. Le ministère des Finances déplorait alors la spirale de la dette dans laquelle s'est emporté le Soudan du Sud. Il s'inquiétait de la fonte des revenus pétroliers. Après les prélèvements du Soudan, les avances pétrolières, ainsi que d'autres créances, le « GRSS [ndlr., le gouvernement de la République du

Soudan du Sud] n'a obtenu que 14 % des recettes brutes du pétrole», selon son rapport annuel pour l'exercice 2016/2017. Sans compter les 82 millions de dollars déjà avancés par Trafigura au compte de l'exercice suivant.

Les rapports trimestriels pour 2016 et 2017, que nous avons consultés, témoignent tous de la part éca- sante du remboursement de la dette par rapport aux recettes pétrolières.

Le général a la main verte

Une partie des fonds semble même promise à d'autres horizons. C'est le cas du prépaiement de 75 millions de dollars versé par Trafigura le 6 janvier 2016. Dans une note interne que nous nous sommes procurée, le gouverneur de la banque centrale est prié d'ordonner, le 13 janvier 2016, le transfert de 45 millions de dollars sur un compte appartenant à « ZIVHG Ltd ». Motif : fi- nancement de « projets agricoles ». Derrière la société, on retrouve un intermédiaire plutôt gênant pour Trafi- gura : Israel Ziv – l'individu cité dans la fameuse lettre d'invitation du Soudan du Sud en août 2017.

L'établissement Bank Hapoalim, qui héberge le compte, est situé dans la commune israélienne de

Mevasseret Tsion, à moins de 10 kilomètres de Har Adar, la colonie où réside Israel Ziv en Cisjordanie. Vétéran de l'armée israélienne, Israel Ziv a roulé sa bosse aux quatre coins du monde, monnayant son expérience militaire et sécuritaire. En Colombie, il conseille le ministre de la Défense en tactiques anti-insurrectionnelles à travers sa société Global CST où, selon le média colombien *El País*, il s'est associé à Trafigura dans un douteux projet fer- roviaire qui n'a jamais vu le jour. Au quotidien israélien *Haaretz*, il assure avoir joué un rôle crucial dans la libé- ration de l'otage de la guérilla FARC Ingrid Betancourt. En Guinée-Conakry, des câbles de Wikileaks accusent Global CST d'avoir « négocié la vente d'armes et [de] l'entraînement à la junte militaire guinéenne » en 2010.

Au Soudan du Sud, on retrouve donc Israel Ziv en conseiller agricole. « [Je leur ai dit] que le pays ne peut pas croître et se rétablir uniquement sur la base du pétrole », a-t-il justifié devant le consortium de journalistes OCCRP, qui lui a consacré en juillet dernier une enquête approfondie. Le récit vertueux de l'ancien militaire se poursuit avec l'obtention, en décembre 2015, d'un contrat pour un projet de fermes basé, selon lui, sur le modèle de développement israélien. Devisé à 45 millions de dollars, il a pour nom de

Israel Ziv est accusé par le département du Trésor des États-Unis d'avoir vendu, tant au gouvernement de Salva Kiir qu'à l'opposition, pour 150 millions de dollars de fusils, lance-grenades, lance-roquettes et munitions, sous couverture d'un cabinet de conseil en agriculture.

code « Green Horizon » et ambitionne rien de moins que de nourrir des millions de personnes, voire même de convertir le Soudan du Sud en exportateur net de produits agricoles.

Où va l'argent des préfinancements ?

Or, selon l'OCCRP, c'est au moins 140 millions de dollars qui auraient été versés par la banque centrale à Israel Ziv. Un homme accusé par le département du Trésor des États-Unis d'avoir vendu, tant au gouvernement de Salva Kiir qu'à l'opposition, pour 150 millions de dollars de fu- sils, lance-grenades, lance-roquettes et munitions, sous couverture d'un cabinet de conseil en agriculture. Trou- blant pour Trafigura qui venait d'alimenter la banque centrale de sommes quasiment identiques.

L'OCCRP a visité l'une des quatre fermes de Green Horizon et n'y a trouvé qu'une vingtaine de soldats démo- bilisés, assis dans les champs ou oisifs sur leur tracteur. Les fonds semblent avoir largement échappé au budget national. Selon les rapports budgétaires du gouverne-





En avril 2012, des affrontements entre le Soudan du Sud et le Soudan faisaient plusieurs morts dans les zones pétrolières contestées.

© Reuters / Mohamed Nureldin Abdallah

ment, entre 2015 et 2018, moins de 10 millions de dollars ont été dépensés dans des projets agricoles ou forestiers, principalement destinés aux salaires des fonctionnaires.

Le transfert vers ZIVHG Ltd contredit par ailleurs l'accord de paix de 2015 signé entre le président Salva Kiir et le chef rebelle Riek Machar. L'article 4.1.9 de son chapitre 4 prévoit que « les recettes pétrolières (...) soient versées sur le compte pétrolier de la BoSS [ndlr., la banque centrale du Sud-Soudan] et que les retraits soient effectués conformément à la loi et aux procédures du ministère des Finances et de la Planification économique ». L'accord stipule même que « le dépôt ou le détournement de recettes pétrolières sur un compte autre que le compte pétrolier à la Banque du Sud-Soudan devra être criminalisé ».

Le 14 décembre dernier, Israel Ziv a été placé sur la liste des individus sous sanctions – ainsi que trois des sociétés qu'il contrôle : Global N.T.M Ltd, Global Law Enforcement and Security Ltd et Global IZ Group Ltd – pour son rôle de dirigeant « d'entités dont les actions ont l'objectif ou l'effet d'élargir ou d'étendre le conflit au Sud-Soudan ». Il est encore soupçonné d'avoir « planifié des attaques de mercenaires sur les

champs pétrolifères et les infrastructures du Soudan du Sud, dans le but de créer un problème que seules sa société et ses filiales pourraient résoudre ».

Selon le communiqué du Trésor des États-Unis, « Ziv a été payé à travers l'industrie pétrolière et a collaboré étroitement avec une grande multinationale pétrolière ». Ce qui a valu à Trafigura de devoir répondre à quelques questions déplaisantes.

Les intermédiaires n'envoient plus de cartes postales

Devant le panel d'experts des Nations Unies, Trafigura a admis, le 9 avril dernier, avoir eu « connaissance qu'une partie du prépaiement devait être affectée au projet Green Horizon et soutenu l'affectation par le gouvernement de paiements pétroliers à des dépenses de développement ». La maison de négoce réaffirmait pourtant ne « pas être partenaire de ce projet ».

Le négociant a admis par ailleurs avoir eu recours aux services de l'une des sociétés de l'ancien militaire, « L.I.O. Ziv Ltd », afin « d'obtenir une assistance locale dans la gestion des échanges de pétrole brut entre Trafigura et le gouvernement du Sud-Soudan ».

Mettre fin à l'opacité des préfinancements

Le Soudan du Sud est un cas emblématique de la malédiction des ressources naturelles. Alors que ce pays, né en juillet 2011, est toujours ravagé par la guerre civile, le PIB par habitant est tombé à quelque 200 dollars, et sa dépendance au pétrole augmente à mesure de son endettement. Dans son rapport de juin 2019 sur le Soudan du Sud, le FMI s'inquiète en particulier de « l'opacité des avances pétrolières » qui a « accru les vulnérabilités à la corruption ». Le conseil d'administration du FMI a exhorté les autorités locales à « mettre en œuvre les mesures prévues pour mettre fin aux contrats d'avance pétrolière ». La suspension des contrats adossés au pétrole a été annoncée par le gouvernement de Salva Kiir quelques semaines après la publication du rapport. Reste à savoir si cette annonce sera bien mise en pratique dans les faits.

Vu le contexte à haut risque et le rôle trouble joué par certains intermédiaires, on peut se demander comment une société revendiquant une « politique de tolérance zéro au regard de la corruption » a pu s'engager au Soudan du Sud et y nouer des relations commerciales sans se soucier de vérifier que les fonds investis n'étaient pas utilisés à des fins illégitimes ou illicites.

Trafigura a beau se présenter en modèle de transparence et de responsabilité sociale, notre enquête montre que les mesures volontaires mises en avant par les sociétés de négoce ne sont pas suffisantes. L'exemple du Soudan du Sud témoigne de la nécessité de créer un organe de surveillance spécifique au secteur des matières premières et d'astreindre les multinationales du négoce à un devoir de diligence raisonnable. Ces mesures permettraient notamment d'éviter qu'elles ne soient mêlées ou ne financent indirectement le maintien de conflits armés.

Il soutient que cet accord a « pris fin en mai 2017 ». Il faut dire que la question des « apporteurs d'affaires » est devenue centrale depuis que le ministère de la Justice des États-Unis a ouvert des enquêtes pour corruption ciblant Trafigura et les activités douteuses de ses intermédiaires,

Israel Ziv n'a pas répondu à nos interrogations, sur le réseau professionnel LinkedIn, sur ce qui a poussé un général retraité de l'armée israélienne à se reconverter dans l'agriculture.

notamment au Brésil. Sous la pression, le négociant a annoncé, le 15 juillet 2019, cesser de recourir à leurs services pour toutes ses activités d'ici à octobre 2019.

Israel Ziv n'a pas répondu à nos interrogations, sur le réseau professionnel LinkedIn, sur ce qui a poussé un général retraité de Tsahal (l'armée israélienne) à se reconvertir dans l'agriculture. Il a en outre toujours

nié les accusations du Trésor états-unien. « Ce n'est pas la première fois que l'administration fait usage de sanctions pour imposer sa politique extérieure », a-t-il attaqué dans un entretien pour la radio de l'armée israélienne. Dans sa réponse au consortium OCCRP, Israel Ziv avait aussi plaidé l'ignorance quant au financement de Green Horizon par le négociant. « Ce n'est pas [comme si] Trafigura m'avait donné l'argent dans un arrangement ou contrat triangulaire », lâchait-il alors.

Public Eye a sollicité Trafigura pour obtenir des informations complémentaires sur la nature de ses relations avec l'ancien militaire. Après de nombreux contacts et l'envoi, à deux reprises, d'une liste de questions par écrit, la maison de négoce n'a pas donné suite.

Elle a semble-t-il fini par se brouiller avec Djouba. Le 20 septembre, Trafigura a déposé, auprès d'une Cour commerciale londonienne, une plainte contre le gouvernement et la banque centrale du Soudan du Sud pour une affaire contractuelle non spécifiée. Pas sûr que le chef de la division pétrolière de Trafigura continue à recevoir des « Invitation letters » du bureau de Salva Kiir. Ni des cartes postales d'Israel Ziv. ■

Gunvor, une condamnation sans introspection



Le géant genevois du négoce a été condamné mi-octobre pour « défaut d'organisation » en lien avec des faits de corruption au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire. Il devra s'acquitter de 94 millions de francs. C'est la première fois qu'une grande maison de négoce est visée. Malgré ces faits, détaillés par Public Eye dans notre enquête de 2017, Gunvor maintient son discours de l'employé félon qui aurait agi seul. Nous regrettons que la justice n'ait pas pu cibler les hauts cadres de la société.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ ET AGATHE DUPARC

Il y a deux ans, Public Eye consacrait une enquête exclusive aux aventures de « Gunvor au Congo ». Déclinée dans l'édition spéciale de notre magazine de septembre 2017 et dans un long format multimédia, elle détaillait comment le géant genevois du négoce avait mis la main sur 2,2 milliards de dollars de cargaisons pétrolières, et avait pu les revendre en en tirant de larges bénéfices. Gunvor a toujours rejeté la faute sur son ancien « *business developer* ». Le négociant accuse celui qui était chargé de lui ouvrir des marchés au Congo et en Côte d'Ivoire d'avoir versé,

à l'insu de sa hiérarchie, pour 43 millions de dollars de commissions dont une partie a fini dans la poche d'agents publics congolais et ivoiriens. Seule personne physique condamnée à ce jour dans cette tentaculaire affaire, l'ancien employé a refusé de porter seul le chapeau.

En échange d'une peine allégée de 18 mois de prison avec sursis pour corruption d'agents publics étrangers, prononcée en août 2018, il s'est livré à un exercice inédit dans la profession : il a avoué l'existence de cinq pactes corruptifs. C'est sur la base de ces aveux que le Ministère public

de la Confédération (MPC) a pu condamner Gunvor, le 17 octobre dernier, pour « défaut d'organisation » pour des faits liés à la corruption. Le géant du négoce devra payer une amende de 4 millions de francs et 90 millions de créance compensatrice, soit une saisie du profit réalisé grâce aux pactes corruptifs. Il s'agit de l'un des montants les plus élevés jamais réclamés à une entreprise suisse. Et de la première condamnation pour corruption d'un négociant de matières premières en Suisse.

La formule et le sens de l'approximation

Cette fois, Gunvor avait anticipé le coup. Une semaine avant la condamnation du MPC, le patron du groupe, Torbjörn Törnqvist, d'ordinaire discret, a multiplié les interviews pour assurer aux médias de référence anglo-saxons que l'affaire congolaise fera bientôt partie de l'histoire ancienne et que le négociant s'est désormais équipé de procédures internes de conformité « de premier ordre ».

Son service de presse s'y est aussi mis. « Gunvor met fin au dossier congolais », affirmait-il dans sa déclaration écrite aux médias. Le trader genevois a le sens de l'approximation. Si Gunvor admet qu'entre 2008 et 2011, « son organisation présentait des lacunes ayant rendu possible la commission d'actes de corruption au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire par un ancien employé du groupe », il prétend que « le MPC a reconnu les efforts déployés (...) depuis 2012 ».

Or, dans son ordonnance de condamnation, le MPC constate que le directeur du département de conformité (compliance) a été engagé en 2012 et que le département s'est par la suite développé pour atteindre « à ce jour pas moins de 16 employés ». Notons que la multinationale compte 1500 employés et commerce avec plus de 100 pays.

Surtout, la justice suisse relève que Gunvor n'a coopéré pour élucider certains faits « restés obscurs » que « de manière progressive, dans le courant de l'été 2018. Il convient d'en tenir compte, mais de manière pondérée ».

Flagrant délit en vidéo

D'autant que Gunvor s'est de nouveau fait pincer après le lancement de l'enquête suisse. En 2014, son directeur du financement, Bertrand G., est filmé à son insu dans un hôtel parisien, en compagnie d'Olivier Bazin, un apporteur d'affaires sulfureux dont Gunvor s'est pourtant officiellement séparé depuis janvier 2013. S'adressant à un Congolais proche du fils du président Sassou Nguesso, Bertrand G. propose de mettre en place de nouveaux schémas de paiements corruptifs. Il s'agissait alors pour Gunvor de relancer le marché congolais, malgré l'enquête en cours des autorités suisses qui avaient perquisitionné ses locaux de la rue du Rhône en janvier 2012... Cette vidéo explosive, dont nous avons révélé l'existence, est tombée entre les mains du MPC et Bertrand G. a été mis en prévention pour corruption d'agents publics étrangers en octobre 2015. Gunvor

l'avait licencié pour faute grave, tout en lui versant... un bonus de départ de 950 000 dollars, ce qui ressemble fort à une manière d'acheter son silence. Que faisait alors le directeur de la conformité, en fonction depuis deux ans ?

Le mythe de l'employé félon

La condamnation du MPC n'a pas aboli le mythe de l'employé félon créé par Gunvor. Dans son communiqué, la maison de négoce réitère qu'il n'y a eu « aucune implication consciente ou volontaire des employés ou membres de la direction dans les activités en question. Aucun employé ou partenaire d'affaires actuel de Gunvor n'est impliqué dans une procédure ou une enquête connexe en cours ».

Comprenez : tous ceux qui ont prêté main-forte au *business developer* l'ont fait sans comprendre qu'il s'agissait de verser des pots-de-vin pour obtenir la conclusion de juteux marchés pétroliers au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire, deux États « notoirement exposés » comme le relève pudiquement l'ordonnance pénale.

Si cette version des faits peut prêter à sourire, elle révèle surtout l'impuissance de la justice suisse à apporter, à ce jour, la preuve de l'implication des supérieurs de l'employé condamné. En l'absence de pacte de corruption écrit, ou d'aveux, le procureur Sautebin n'a pas été en mesure de remonter les échelons des responsabilités au sein du groupe.

À commencer par celle du grand patron, Torbjörn Törnqvist, qui a suivi de très près les affaires pétrolières au Congo, se rendant à plusieurs reprises à Brazzaville. Dans un courriel confidentiel datant du 12 octobre 2011, il avait été informé que Maxime Gandzion faisait « partie du cercle des cinq personnes ayant un réel pouvoir de décision au Congo ». Ce même Maxime Gandzion, décrit comme « conseiller du président », a reçu 15 millions de dollars de commissions, selon l'acte d'accusation de l'ancien *business developer*, ratifié le 28 août 2018 par le Tribunal pénal fédéral (TPF).

Il y est aussi écrit en toutes lettres que le *business developer* a certes « initié les paiements corruptifs », mais que les versements étaient avalisés par d'autres collaborateurs et validés par le service financier. Ce *modus operandi* est détaillé à l'identique dans l'ordonnance de condamnation de Gunvor consultée par Public Eye, ainsi que dans notre enquête de 2017.

Nous pourrions multiplier les contradictions manifestes entre le discours anti-corruption policé de Gunvor et la réalité des pratiques sur le terrain. Une duplicité rendue possible par l'absence de toute procédure de diligence raisonnable contraignante pour les traders de matières premières. ■

Lire à ce sujet notre enquête sur :
gunvoraucongo.publiceye.ch



Credit Suisse au Mozambique : l'étau se resserre

La justice est connue pour sa lenteur. Pourtant, dans l'affaire des « dettes cachées » du Mozambique, les procédures judiciaires ouvertes au Mozambique et aux États-Unis avancent rapidement. En Suisse, nous attendons toujours que le Ministère public de la Confédération se déclare enfin compétent et ouvre une procédure contre Credit Suisse. Depuis le dépôt d'une dénonciation pénale par Public Eye en avril, de nouveaux documents sont venus apporter des indices supplémentaires de l'implication de la banque dans l'octroi des prêts incriminés.

DAVID MÜHLEMANN

L'affaire des « dettes cachées » commence au printemps 2016 lorsque le *Wall Street Journal* révèle que des prêts de deux milliards de dollars (US), adossés à des garanties d'État, ont été octroyés à des sociétés semi-étatiques mozambicaines. Suite à ces révélations, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres créanciers, dont la Suisse, suspendent leur aide budgétaire directe au Mozambique, à la suite de quoi le pays a dû déclarer son insolvabilité.

Un énorme scandale de corruption

Depuis lors, cette affaire de dettes cachées est devenue l'un des plus grands scandales de corruption de l'histoire récente du continent africain. Ce qui est certain, c'est que Credit Suisse International (CSI), la filiale britannique de Credit Suisse Group AG, a octroyé, avec la banque russe VTB, des crédits d'environ 2 milliards de dollars à trois sociétés mozambicaines en 2013 et 2014, dont une grande partie auraient servi à des paiements corruptifs, comme nous l'avions relaté dans notre édition de juin. L'ancien ministre des Finances du pays et trois anciens dirigeants de CSI ont été arrêtés en début d'année à la demande des autorités des États-Unis. L'acte d'accusation vise pour l'instant uniquement des personnes physiques, les autorités n'ayant pas encore déposé de plainte contre les banques elles-mêmes, ce qui devrait changer d'après les spécialistes. Une autre plainte a été déposée par le Mozambique, notamment contre la filiale britannique de Credit Suisse. La banque clame son innocence. Le président de son conseil d'administration, Urs Rohner, a affirmé lors de l'assemblée générale tenue en avril cette année que les anciens employés auraient volontairement contourné les mécanismes de contrôle internes.

Public Eye dépose une dénonciation pénale

Après la publication de l'acte d'accusation aux États-Unis et la décision des autorités pénales suisses de se déclarer

à nouveau non compétentes en la matière, Public Eye a déposé fin avril une dénonciation pénale contre Credit Suisse auprès du Ministère public de la Confédération. En effet, les documents disponibles présentaient déjà suffisamment d'indices indiquant que la direction zurichoise devait avoir eu des informations sur l'octroi de ces prêts mais n'avait pas tiré de signal d'alarme clair. Dans le cadre de ses procédures de contrôle interne, Credit Suisse avait certes fixé des conditions pour consentir à ces prêts au Mozambique, mais aucune de celles-ci n'a été remplie.

De nouveaux liens entre Zurich et Londres

À la mi-septembre, le magazine du *Tages Anzeiger* a dévoilé de nouveaux documents que nous avons ensuite transmis au Ministère public de la Confédération. Ceux-ci confirment que le siège de Credit Suisse était en fait encore bien plus impliqué dans l'octroi de ces prêts. Car contrairement aux déclarations officielles de la banque, CSI, sa filiale britannique, n'était pas la seule impliquée dans l'octroi des prêts, mais également sa succursale londonienne (« London Branch »). À la différence de CSI, la succursale londonienne est directement rattachée à la maison-mère zurichoise de Credit Suisse. Ce qui indique une fois de plus que la Suisse est compétente pour ouvrir une procédure pénale. À ce jour, le Ministère public de la Confédération s'est contenté de répondre à notre dénonciation pénale en indiquant que la compétence de la Confédération était en cours de vérification.

Les banquiers de Credit Suisse plaident coupables

Plusieurs enquêtes judiciaires autour de l'octroi de ces prêts sont en cours dans divers pays. Après que l'ancienne cadre de CSI Detelina Subeva a plaidé coupable aux États-Unis au printemps de cette année, les deux autres anciens cadres de CSI, Surjan Singh et Andrew



Andrew Pearce, Detelina Subeva et Surjan Singh (de g. à dr.) : le siège zurichois de Credit Suisse était-il au courant de leurs agissements ?

Pearse, lui ont emboîté le pas. Selon les médias, tout en reconnaissant sa culpabilité, Pearse aurait aussi incriminé la banque : d'autres personnes devaient avoir connaissance du risque élevé de corruption à l'époque des faits. Selon Pearse, la banque avait même pour habitude d'impliquer des intermédiaires dans les affaires de prêts à haut risque de corruption – manifestement afin de pouvoir se dédouaner de sa responsabilité juridique.

Un armateur porte plainte en Suisse

Avec la plainte qu'il a déposée fin février auprès du tribunal de commerce de Londres, le Ministère public du Mozambique espère faire annuler les garanties d'État auxquelles est adossé l'un des deux prêts octroyés par l'intermédiaire de Credit Suisse. Il demande en outre que la banque et le groupe naval Privinvest, également impliqué dans l'affaire, soient condamnés à rembourser des emprunts obligataires

d'un total de 727 millions de dollars. Les garanties d'État auxquelles est adossé le second prêt ont été annulées en juin dernier par la Cour suprême mozambicaine.

Le groupe Privinvest, très controversé, a entamé des procédures juridiques : dans le cadre de deux procédures d'arbitrage en Suisse, il réclame des dommages et intérêts aux entreprises mozambicaines impliquées. Pour rappel : deux anciens cadres de Privinvest, le chef des ventes Jean Boustani et le directeur financier Najib Allam, sont également inculpés aux États-Unis pour avoir fait partie du réseau de corruption. Boustani est soupçonné d'avoir joué un rôle moteur dans l'organisation des paiements corruptifs. Il serait particulièrement scandaleux qu'une procédure soit ouverte en Suisse contre les entreprises mozambicaines uniquement, et non contre ceux qui ont véritablement profité de cette affaire. ■

Mozambique et Vitol – à qui profite le gaz naturel ?

Début septembre, une nouvelle attirait notre attention : la compagnie étatique de pétrole et de gaz Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH) annonçait son alliance avec le géant du négoce genevois Vitol dans le cadre d'une joint-venture dénommée ENH Energy Trading. Cette nouvelle entité, domiciliée à Singapour, doit se charger de la commercialisation d'une partie des immenses gisements de gaz naturel du Mozambique. La compagnie étatique contrôlera 51 % des parts de la joint-venture, et Vitol les 49 % restants. Selon des estimations, les gisements de gaz naturel du Mozambique sont les troisièmes plus importants d'Afrique, et le pays pourrait devenir le sixième producteur mondial. Après avoir octroyé une grande partie des concessions d'extraction de gaz naturel à des entreprises étrangères (Total et Exxon Mobil), le Mozambique cherche désormais à s'allier à Vitol pour obtenir une partie de son (propre) gâteau. Au vu des difficultés financières du Mozambique après la débâcle de Credit Suisse, et de la fragilité de sa situation politique, on peut se demander si le pays va vraiment profiter d'une alliance avec un partenaire aussi controversé que Vitol et pouvoir tirer profit de ses gisements de gaz naturel. Pour l'instant, tout porte à croire que la population mozambicaine ne va pas en profiter, et restera encore longtemps victime de la malédiction des ressources.



Vous cherchez une idée de cadeau originale pour Noël ?

Alors, offrez une cotisation-abonnement à Public Eye !

En offrant une cotisation-abonnement d'une année à Public Eye au prix de 75 fr. – ou de 30 fr. pour les moins de 27 ans –, la personne de votre choix recevra au cours de l'année cinq numéros de notre magazine. Elle aura l'occasion de découvrir des dossiers, des enquêtes exclusives et des éclairages sur des thèmes d'actualité.

Par ce geste, vous contribuez à faire connaître notre travail et à renforcer le poids de notre action.

Merci de remplir la carte-réponse ci-jointe ou de vous rendre sur www.publiceye.ch/offrir

Bonnes fêtes de fin d'année !

Depuis cinquante ans, l'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 25 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte postal 10-10813-5

www.publiceye.ch

[@publiceye.ch](https://www.instagram.com/publiceye.ch) [PublicEyeSuisse](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse) [@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye